



À Bordeaux, le cri d'alarme des pédopsychiatres

Par Raphael Lardeur

Publié hier à 17:46,

Mis à jour hier à 18:35

[Écouter cet article](#)

00:00/03:44



Faute de moyens humains, les urgences pédiatriques du CHU de Bordeaux n'arrivent plus à prendre en charge les enfants qui franchissent les portes du service. *PHILIPPE LOPEZ/AFP*

FOCUS - Les professionnels de santé ne peuvent plus recevoir tous les enfants qui franchissent les portes du service.

Bordeaux

Aux urgences pédiatriques de Bordeaux, comme dans beaucoup d'autres en France, c'est l'embouteillage permanent. Les professionnels de santé n'arrivent plus à prendre en charge tous les enfants qui franchissent les portes du service. La crise sanitaire a révélé un manque criant de moyens: humains et matériels.

Fleur Caix en est convaincue. En 2021, cette pédopsychiatre basée à Léognan, en institution de soin pour enfants, a envoyé un courrier à 40 professionnels de tous les métiers de la santé. Une «*bouteille à la mer*» pour crier son «*désarroi*», relate-t-elle. L'e-mail reçoit un vif écho. «*J'ai lu des témoignages de soignants qui partageaient ma détresse.*» Tous constatent une nette augmentation des demandes de consultation en pédopsychiatrie, notamment pour des tentatives de suicide chez des adolescents, voire des jeunes enfants. Très vite, ils montent un collectif nommé «*Penser, Panser, les soins psychiques de l'enfant et de l'adolescent*». Après un an et demi d'existence, il regroupe 350 professionnels dont des éducateurs spécialisés et des personnels de l'Éducation nationale.

«Nous souhaitons alerter sur les ravages causés par une orientation politique qui veut prioriser une gestion managériale d'économie au détriment de la qualité des soins», martèle Fleur Caix. Pourtant, la santé mentale des jeunes se détériore. En 2021, 20 % des 15-24 ans souffraient de syndromes dépressifs, révèle la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) dans un rapport de 2022. C'est quatre fois plus qu'en 2014. Dans un contexte post-Covid difficile, le collectif de santé pédiatrique observe toujours un délitement du service public. «*Nous sommes nombreux à devoir annoncer à des parents qu'il n'y a pas de solutions adaptées pour leur enfant, souffle Fleur Caix. Il y a un manque de places certain dans les services et les structures de pédopsychiatrie.*» Les listes d'attente s'étirent sur plusieurs mois, voire plusieurs années.

À VOIR AUSSI - Crise en pédiatrie: «*C'est pas de notre faute si on soigne mal, c'est l'État qui ne nous écoute pas*»

Sentiment d'impuissance

Nathan, 10 ans, présente des troubles de l'apprentissage et de la conduite. Faute de place dans un institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (Itep), le garçon a effectué sa rentrée scolaire dans un établissement classique. Dès le lendemain, il est exclu, après avoir agressé sa professeur et le directeur. «*Il sera placé dans un institut adapté, en sureffectif à l'époque, alors qu'on était tenu de supprimer des places*», raconte, attristée, Fleur Caix. Un cas parmi tant d'autres, constate le collectif.



Elle m'a confié en pleurant qu'elle avait peur de devenir maltraitante envers son enfant, qu'elle avait déjà pensé à se suicider

La directrice d'un Sessad, à propos de la mère d'une jeune fille atteinte d'autisme

Ce sentiment d'impuissance, la directrice d'un Sessad (service d'éducation spéciale et de soins à domicile) de Gironde, membre du collectif et qui souhaite rester anonyme, le partage: *«Nous avons du mal à recruter des pédopsychiatres, en raison d'une diminution importante du numerus clausus depuis une vingtaine d'années»*. Dans cet établissement aussi, les enfants attendent plusieurs mois avant de recevoir des soins adaptés. Les parents sont souvent contraints de devoir les garder à domicile.

C'est le cas de la maman d'Anna, jeune fille de 12 ans atteinte d'autisme sévère, dont le quotidien s'est transformé en véritable calvaire.

«Elle m'a confié en pleurant qu'elle avait peur de devenir maltraitante envers son enfant, qu'elle avait déjà pensé à se suicider», souffle la directrice. Finalement, Anna sera reçue en priorité dans un IME (institut médico-éducatif), alors qu'une centaine d'autres enfants étaient déjà sur liste d'attente. *«Vous imaginez ce qu'il faut faire pour trouver une place!»*, tonne la professionnelle.